

ÉTUDIANTS, SANS-PAPIERS, SALARIÉS, INTERMITTENTS, CHÔMEURS, RETRAITÉS TOUS PRÉCAIRES TOUS SOLIDAIRES

Elu en 2002 sur fond d'un vaste consensus politique pour faire échec au Front National, le gouvernement actuel applique depuis des politiques sécuritaires et ultra-libérales que le FN n'aurait manqué " de conduire ; des dispositifs qui promeuvent une vision individualiste, utilitariste et esclavagiste de l'Homme. **Ces " politiques de la peur " reposent sur un prédicat : l'égalité de chacun devant les opportunités et l'individualisation des risques.**

Autrement dit un travail se mérite et le fait d'en être dépourvu est signe d'un " dysfonctionnement " de la personne, renvoyée à sa propre honte. De l'insécurité sociale.

Ainsi la " loi sur l'égalité des chances " et le CNE, pièces majeures de leur pseudo " bataille pour l'emploi " et de son leurre, le plein emploi, participent en réalité au démantèlement du Code du Travail. A la question du devenir des nouvelles générations, le gouvernement répond par le travail de nuit dès l'âge de quinze ans, l'apprentissage dès l'âge de quatorze ans, les périodes d'essai démesurées avec licenciements non motivés à la clé... De la précarité.

Ainsi, le nouveau projet de loi sur l'immigration (CESEDA), qui rend caduque le droit au séjour des familles des personnes résidentes en France, supprime le droit à une carte de séjour temporaire après une présence de dix ans sur le territoire français, favorise la venue d'étudiants et cadres de haut niveau.... Au prétexte de " contenir et contrôler les flux migratoires ", ce projet d' " immigration choisie " s'attelle en réalité aux pillages des ressources humaines des pays en difficultés politiques et économiques ; et à la fabrication et production massive de personnes sans-papiers. De la précarité.

Ces lois s'inscrivent dans une très longue série d'attaques contre les droits des individus et les acquis sociaux : durcissement de l'accès à l'allocation chômage, contrôles et harcèlements accrus des chômeurs, multiplication des radiations, " rmisation " ; remise en cause des droits à l'indemnisation de l'intermittence, à la retraite, à l'éducation, à la santé, au handicap... De la précarité.

Face à l'autisme du gouvernement, les étudiants en lutte de Saint- Denis, de Paris et d'ailleurs, le 9ème Collectif des sans-papiers et la Coordination des Intermittents et précaires d'Ile-de France, se sont actuellement invités au Conseil d'Etat afin d'exiger :

- le retrait immédiat de la loi sur l'Égalité des chances,
- le retrait du CNE,
- le retrait du projet de loi sur l'immigration (CESEDA),
- le retrait de la circulaire du 21 février 2006.